

ÉCONOMIE

Programme, conseils, bibliographie

PUBLIC CONCERNÉ

Les candidats doivent estimer individuellement s'ils ont le niveau correspondant à la maîtrise des programmes de Licence 2 de sciences économiques, de fin de deuxième année d'AES, ainsi que d'autres formations à caractère économique de type Bac +2 (DUT, BTS).

PASSE RELLE
1

PROGRAMME

- Les grandes fonctions économiques (production, répartition, dépense) en économie ouverte.
- L'évolution des structures économiques et l'organisation de la production.
- Le progrès technique et l'innovation.
- Les stratégies d'entreprise, la concentration et la concurrence sur les marchés.
- L'économie monétaire et financière : la monnaie, les banques, les systèmes financiers et la politique monétaire.
- Le rôle de l'État : objectifs et instruments de politique économique.
- L'intégration européenne.
- Les grands courants de la pensée économique.
- L'histoire économique de 1945 à nos jours : les grandes tendances.

CONSEILS DE PRÉPARATION

L'esprit de l'épreuve consiste à :

- Vérifier l'acquisition personnelle de connaissances en économie sur les thèmes mis au programme.
- Vérifier la capacité à exploiter un dossier documentaire. Celui-ci donne des pistes de réflexion à expliciter et à compléter. Rappelons aux candidats qu'il est inutile de recopier ou de paraphraser les documents : les correcteurs ne sont pas dupes et cela n'apporte rien. Les documents présentés servent à aider les candidats à mobiliser rapidement des arguments : ce n'est qu'un éclairage partiel. Il faut utiliser ses connaissances personnelles et ne pas nécessairement adhérer aux positions présentées dans les documents.
- Faire la preuve d'une capacité à présenter de façon logique et organisée des informations : il s'agit d'une dissertation. Cela implique un plan organisé autour d'une idée conductrice avec : introduction, parties, sous-parties et conclusion.

Il n'est pas question de livrer en deux heures une somme exhaustive ; il est cependant attendu des candidats une capacité à faire le tour des grandes idées sur la question posée. Précisons qu'il faut concilier les aspects d'analyse économique (mécanismes, théories) et les faits (la préparation à cette épreuve doit intégrer l'acquisition de connaissances minimales sur les grands traits de l'histoire économique depuis 1945 afin de pouvoir traiter convenablement les sujets) : ce n'est ni un exercice de modélisation, ni un descriptif pur et simple ou une accumulation de faits sans référence aux travaux des sciences économiques.

ÉCONOMIE

La consultation des annales des années précédentes, sur le site Internet du concours « Passerelle », est vivement recommandée pour une bonne compréhension des attentes du jury.

BIBLIOGRAPHIE

La base de la préparation doit être l'utilisation par les candidats des cours d'économie dont ils ont déjà bénéficié au cours de leurs études en privilégiant les thèmes correspondant au programme.

Ils peuvent compléter leurs connaissances de base en utilisant par exemple :

- L'ouvrage édité chez Nathan sous la direction de C.-D. Echaudemaison, intitulé *L'économie aux concours des grandes écoles* : tout son contenu n'est pas exigible mais il est de qualité. Il permet de se mettre à jour rapidement sur tel ou tel point aussi bien du point de vue de l'analyse que de l'histoire économique.
- Le mensuel *Alternatives économiques* permet de suivre l'actualité à travers des articles et des dossiers de qualité. Il publie chaque année deux hors série, l'un sur l'économie nationale, l'autre sur l'économie mondiale : il y a là un balayage systématique des grands thèmes actuels avec des synthèses et des mises en perspective historique.
- La consultation des numéros des *Cahiers français* à La Documentation française permet de lire quelques articles synthétiques très intéressants.

ÉCONOMIE

Ce cas a été rédigé par l'ESC Pau.

Durée : 2 heures.

CONSIGNES

Aucun document n'est autorisé. Calculatrices interdites.

PASSÉE
RELLE
1

SUJET

« La multinationalisation des firmes, une chance ou un danger pour la France ? »

Vous répondrez à cette question en utilisant vos connaissances personnelles, tant du point de vue de l'analyse économique que de celui des faits, en les complétant par les informations apportées par le dossier documentaire ci-joint.

Les documents sont rangés dans un ordre quelconque. Ils ne permettent pas de traiter la totalité du sujet : il vous appartient d'utiliser également vos connaissances personnelles.

Votre travail sera jugé non pas en fonction de l'orientation que vous donnerez à votre réponse mais en fonction de la qualité de l'argumentation avec laquelle vous la défendrez.

DOSSIER DOCUMENTAIRE

DOCUMENT 1

La ministre déléguée au Commerce extérieur, Christine Lagarde, a pu se réjouir, mercredi 28 février [2007] de la parution de deux excellentes statistiques. D'une part, les investissements étrangers ont permis de créer ou de maintenir 39 998 emplois en 2006 sur le territoire [...]. D'autre part, le montant total des investissements directs étrangers (IDE) réalisés dans l'Hexagone s'est élevé à 58,4 milliards d'euros en 2006 [...]. L'Hexagone se classe au troisième rang mondial derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

[...] Et en sens inverse, les investissements français à l'étranger se sont élevés à 87,4 milliards d'euros en 2006, un montant en baisse de 5,6 milliards d'euros sur un an, mais qui reste supérieur aux investissements entrants.

Adrien de Tricornot, « Attractivité : de bonnes nouvelles et... du trompe-l'œil »,
Le Monde, 20 mars 2007.

DOCUMENT 2

Ces dernières années, l'internationalisation du capital des sociétés, la montée en puissance des fonds d'investissement ou la multiplication des offres publiques d'achat (OPA) et des fusions ont aussi accru les inquiétudes. Mais le rôle des délocalisations dans les suppressions d'emplois semble moins grand que la peur qu'elles suscitent. Elles n'auraient causé qu'« *au maximum 10 %* » des pertes d'emplois industriels en France de 1970 à 2002, estiment les économistes Lionel Fontagné et Jean-Hervé Lorenzi (rapport au Conseil d'analyse économique « Désindustrialisation, délocalisations », 2005). Ils notent cependant « une accélération du phénomène depuis la fin des années 1980, annonçant un impact plus important dans les années à venir ». Pour MM. Fontagné et Lorenzi, « *la réponse des firmes à la concurrence, passant par la recherche de la productivité, l'investissement à l'étranger, certaines délocalisations et, beaucoup plus fondamentalement, une réorganisation de leur processus sur une base mondialisée, renforce leur chance de survie dans un environnement devenu plus instable* ».

Adrien de Tricornot, « Rassurer sur les délocalisations », in dossier spécial :
« Six attentes pour un avenir meilleur », *Le Monde*, 9 mai 2007.

DOCUMENT 3

En règle générale les stratégies des firmes relèvent d'un ensemble de motivations qui mêle différents déterminants. Ainsi, Michelin a pris le contrôle à 70 % du numéro un chinois du pneu [...]. Le marché chinois apparaît en effet attractif pour l'entreprise française en raison de sa taille, sa faible accessibilité par les exportations ; ce qui incite à l'implantation. L'investissement vise aussi à accroître la part de marché de Michelin tout en profitant de faibles coûts de main-d'œuvre.

Jean-Louis Mucchielli, professeur à l'université de Paris-I, « Les firmes multinationales »,
in « Les Nouvelles Logiques de l'entreprise », *Cahiers français* n° 309, juillet-août 2002.

DOCUMENT 4

Les compagnies pétrolières ont longtemps été les seules à investir en Algérie. Ce n'est plus vrai. Entre 2000 et 2006, les investissements directs étrangers (IDE) ont été multipliés par six [...].

De tous les pays qui courtisent l'Algérie, la France est le plus assidu [...]. Elle est le premier investisseur hors hydrocarbures avec un quart du total (et le second tous secteurs confondus). Ses points forts ? L'agroalimentaire avec Danone qui, présent dans les produits laitiers et les eaux minérales, vient d'ouvrir une biscuiterie dans la banlieue d'Alger. La pharmacie via Sanofi Aventis, qui a démarré une production locale. Et le secteur financier. Quatre banques françaises (Natixis, Société générale, BNP et Calyon) ont pignon sur rue en Algérie (d'autres suivent) [...].

Une sorte de spécialisation semble se dessiner entre investisseurs étrangers. Aux Français, la banque, l'agroalimentaire, la chimie fine et, demain l'hôtellerie (Accor a des projets). Aux Américains les hydrocarbures. Et aux Espagnols, qui arrivent en troisième position, l'électronique et la chimie [...].

Mais ce classement pourrait changer. Les Egyptiens projettent [...] de construire, en association avec la compagnie nationale Sonatrach un complexe chimique [...]. L'aménagement de la baie d'Alger – un chantier immobilier gigantesque – pourrait être confié à des investisseurs venus du Golfe [persique] [...]. La Chine, acteur jusqu'ici mineur, connaît une progression étourdissante.

Jean Pierre Tuquoi, « L'Algérie ouvre en grand ses portes aux entreprises étrangères »,
Le Monde, 29 mai 2007.

DOCUMENT 5

Même si le phénomène de délocalisation n'a rien de neuf – il est en fait très ancien –, la peur qu'il engendre prend une dimension nouvelle. Pour autant, le principe de la délocalisation n'a pas changé. Il s'agit toujours de l'expression des avantages comparatifs des territoires [...].

Les délocalisations devraient s'intensifier au moins dans deux directions. Quantitative tout d'abord. Si l'on juge par l'importance des dynamiques d'agglomération aujourd'hui, on peut craindre qu'un certain nombre de secteurs voient leurs productions franchement basculer dans des zones émergentes [...]. Qualitative ensuite. Il serait naïf de croire que le secteur des services est protégé contre les délocalisations, quand bien même ils utilisent une main-d'œuvre qualifiée [...].

Mais quelles seraient les mesures efficaces ? Puisque ce qui intéresse une firme n'est pas le seul coût salarial, mais le couple coût / productivité du travail, à la limite, peu importe de payer dix fois plus un travailleur s'il est dix fois plus efficace. Il est donc primordial d'améliorer la productivité au Nord.

Jean-Marie Cardebat, maître de conférences,
université Montesquieu-Bordeaux-IV, « Les délocalisations »,
Ecoflash, mensuel d'informations économiques et sociales n° 194, janvier 2005, CNDP.